

Situation explosive

Allons-nous vers une crise dans les prisons, en particulier dans l'Ouest de la France ? On peut le craindre, tant la situation s'est récemment tendue dans les Maisons d'arrêt.

« Il fallait s'y attendre. La mise en demeure du président de la République au moment de "L'affaire de Pornic" a eu pour effet de radicaliser la politique répressive dans la région pénitentiaire de Rennes.

Ce raidissement a notamment pris la forme d'un plus grand nombre de peines mises à exécution par des juges désormais sous pression. Avec son corollaire, une hausse singulière du nombre de détenus dans les prisons de l'ouest, puisqu'elle s'affiche deux fois plus élevée que partout ailleurs en ce premier trimestre », peut-on lire sur le site de l'Observatoire international des prisons (<http://www.oip.org/>).

Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national du PS à la sécurité et député du Finistère, tire lui aussi la sonnette d'alarme. La surpopulation carcérale s'explique à la fois par l'application de la loi sur les peines planchers qui nie l'individualisation des peines et par les pressions de l'exécutif sur les juges, « qui », précise Jean-Jacques Urvoas, « n'ont jamais fait preuve de laxisme ».

« Depuis que je suis parlementaire et que je visite les maisons d'arrêt je n'ai jamais vu appliquée la règle de l'encellulement individuel », déplore-t-il. Avant même que les nouvelles maisons

d'arrêt soient construites, l'administration pénitentiaire commande plus de matelas que de places.

« La Maison d'arrêt de Nantes connaît aujourd'hui un taux de surpopulation pénale intolérable puisqu'elle atteint 434 détenus pour une capacité d'accueil de 298 places dispatchées sur 109 cellules », a dénoncé la CGT pénitentiaire.

A la maison d'arrêt de l'Hermitage, à Brest, la situation est tellement tendue que deux agents viennent d'être agressés.

Et les conditions de vie des détenus et les conditions de travail du personnel ne vont pas s'améliorer. « D'ici le mois d'août, huit surveillants vont partir à la retraite et il n'est pas certain qu'ils soient remplacés », s'inquiète le député du Finistère, qui a interpellé le garde des Sceaux sur cette question. « Mais je ne suis pas certain qu'il intervienne ».



Surpopulation carcérale à Brest

La politique répressive du Gouvernement trouve ainsi ses limites et le personnel pénitentiaire en est l'une des premières victimes. 📞

**CAP
FINISTÈRE**

26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER

DÉPOSÉ LE 14/04/2011



Dossier de la semaine

L'avenir aime la France



Vie de la Fédération

Mobilisation 2012



Interview

Un Parlement sans légitimité?

Avec Salomé Benhamou

L'anti-ministre

Claude Guéant est, nous répète souvent la droite, un « grand serviteur de l'État ». On peut légitimement en douter lorsqu'on entend ses déclarations sur l'Islam, l'immigration légale ou la « croisade » que mènerait la France en Libye.

Le ministre de l'Intérieur se sert de sa fonction au lieu de servir l'intérêt général. Car, toutes ses déclarations ne servent qu'à un objectif : préparer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Alors qu'il devrait simplement s'assurer du bon déroulement du scrutin, il participe activement à la campagne du président sortant en tentant de capter une partie de l'électorat du Front National. Au lieu de servir, il se sert de sa fonction.

30 propositions



Voici un résumé des 30 propositions qu'avancent les socialistes dans leur projet.

- 1/ Création d'une Banque publique d'investissement ;
- 2/ Réduction de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui réinvestissent intégralement leurs bénéfices et augmentation pour celles qui privilégient les dividendes des actionnaires ;
- 3/ Émission d'emprunts européens afin de financer les investissements du futur ;
- 4/ Création de 300 000 « emplois d'avenir » ;
- 5/ Dissuasion des licenciements boursiers par des pénalités financières ;
- 6/ Augmentation des droits de douane sur les produits provenant de pays ne respectant pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire ou environnementale ;
- 7/ Affectation à la réduction de la dette de la moitié des marges financières que nous dégagerons ;
- 8/ Modulation de la TVA en fonction de la qualité environnementale des produits ;
- 9/ Orientation des achats alimentaires des collectivités locales vers l'agriculture et la pêche de proximité ;
- 10/ Développement des énergies renouvelables ;
- 11/ Réinvestissement des superprofits des groupes pétroliers dans la mise en place de tarifs sociaux pour le gaz et l'électricité ;
- 12/ Plafonnement des loyers ;
- 13/ Création d'une allocation d'étude sous condition de ressources ;
- 14/ Exonérations de cotisations patronales soumises à l'égalité salariale hommes/femmes ;
- 15/ Organisation d'une conférence salariale annuelle tripartite ;
- 16/ Réforme des retraites et retour aux 60 ans ;
- 17/ Nouveau pacte éducatif entre les professeurs et la Nation ;
- 18/ Développement de la scolarisation à deux ans ;
- 19/ Installation des jeunes médecins dans les déserts médicaux ;
- 20/ Prise en charge des personnes âgées dépendantes grâce à la solidarité nationale ;
- 21/ Création de 10 000 postes de gendarmes et de policiers ;
- 22/ Fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG dans un impôt citoyen ;
- 23/ Taxation des bonus et stockoptions
- 24/ Instauration d'une taxe de 0,05% sur les transactions financières ;
- 25/ Généralisation des CV anonymes ;
- 26/ Droit au mariage et à l'adoption pour tous les couples ;
- 27/ Lutte contre le travail clandestin ;
- 28/ Renforcement des contre-pouvoirs et indépendance de la Justice ;
- 29/ Renforcement du rôle du Parlement ;
- 30/ Abrogation de la réforme territoriale.

L'avenir aime la France

Le Conseil national du Parti Socialiste a adopté, le 9 avril, à l'unanimité, son projet pour 2012. « Nous sommes le premier parti à avoir un projet pour l'élection présidentielle », s'est félicitée la première secrétaire.



Un projet voté à l'unanimité

Martine Aubry s'est exprimée devant le Conseil national d'un parti parfaitement uni puisque la proposition de texte qui sera soumise au vote des adhérents, le jeudi 19 mai, a été adoptée à l'unanimité, tant par le Bureau national que par ce Conseil national. **« Ce projet est celui de tous les socialistes. Défendons-le ensemble, personne ne pourra l'attaquer si nous restons unis »**, a-t-elle rappelé.

En effet, ce texte est le résultat d'un travail collectif entamé lors d'un tour de France. Par la suite, le PS avait organisé quatre conventions thématiques (Nouveau modèle économique, international, rénovation et égalité réelle) qui ont servi de base pour le texte du projet. Ces contributions ont été amendées et validées par les adhérents du PS au cours de l'année 2010.

D'ailleurs, on retrouve ces éléments dans le texte qui se compose de trois parties : redresser la France et proposer un nouveau modèle de développement, retrouver la justice pour bâtir l'égalité réelle, rassembler les Français et renouer avec la promesse républicaine.

Dans 400 jours, les Français ont rendez-vous avec la démocratie, c'est-à-dire avec eux-mêmes. Ils diront si, oui ou non, ils veulent que se poursuive la même politique menée depuis dix ans par les mêmes responsables pour obtenir les mêmes résultats.

Ils éliront le président de la République et la majorité parlementaire auxquels ils confieront le destin de la nation. Ils répondront à la question qui commandera toutes les autres et qui se pose avec une gravité inédite depuis un demi-siècle : oui ou non, la France retrouvera-t-elle confiance dans l'avenir ? Car, dans notre pays, l'inquiétude économique et la souffrance sociale sont immenses. Le chômage, les inégalités, la relégation sociale dont sont victimes les jeunes notamment, dans les banlieues mais aussi les zones rurales, la montée des incivilités et de la violence gratuite, se sont aggravés au cours des dix dernières années.

S'y ajoute une crise de sens comme la France n'en a pas connue depuis la Seconde Guerre mondiale.

Pour Martine Aubry, les Français regardent les socialistes différemment depuis l'annonce de leurs propositions. **« Ils ont compris qu'il se passe quelque chose, ils nous regardent avec un sourire nouveau, car ils ont le sentiment d'avoir été entendus et ont compris que le changement est possible »**.



« Le changement est possible »

Quel contraste entre la gauche et la droite ! Alors que l'UMP ne cesse de se diviser, les socialistes élaborent collectivement un projet qui redonne du sens à la société. Alors que l'UMP veut faire peur aux Français en les dressant les uns contre les autres, en fonction de leur religion, le PS avance des propositions pour **« Bâtir une société du respect, des droits et des libertés »**. Ce n'est d'ailleurs sans doute pas un hasard si le Bureau national du PS a débattu de ce projet au moment même où Jean-François Copé organisait son débat, officiellement consacré à la laïcité, mais qui n'était en réalité qu'un procès de l'Islam et des Musulmans. 🇫🇷

Mobilisation 2012

Le samedi 14 mai, les secrétaires de section du Finistère sont invités à participer, au local du Parti Socialiste, à une journée de formation destinée à leur apprendre à devenir des mobilisateurs, de manière ensuite, à pouvoir à leur tour, former d'autres adhérents dans la perspective des campagnes présidentielle et législatives de 2012.



Jean-Paul Vermot et Sylvain Eliès, chargés du suivi des formateurs

Le Finistère fait partie des 30 Fédérations prioritaires sélectionnées par la direction nationale du PS. Déjà, neuf journées de formation de ce type ont été organisées.

Animée par des formateurs nationaux, cette journée se décompose en plusieurs ateliers théoriques et pratiques. Il s'agira de présenter les outils dont disposeront les militants pour les campagnes, de les familiariser, notamment, avec les

techniques du porte-à-porte. Sous forme de jeux de rôle, les secrétaires de sections vont apprendre à convaincre des électeurs indécis.

En effet, toutes les études montrent que ce contact direct avec l'électeur est bien plus efficace que les distributions de tracts, les courriers ou le collage d'affiches.

Les élections présidentielle et législatives de 2012 seront, pour le Parti Socialiste, des campagnes de terrain à très grande échelle : l'objectif affiché est ambitieux : réunir 300 000 volontaires. Pour y parvenir, il sera nécessaire de mobiliser les sympathisants socialistes qui voudront prendre une part active à la campagne qui permettra l'élection d'un ou d'une socialiste, 30 ans après la victoire de François Mitterrand.

Ce type de campagne s'inspire beaucoup de l'exemple américain. Pour l'élection de Barack Obama, des centaines de milliers de volontaires ont sillonné le pays pour convaincre les indécis de voter pour le candidat démocrate.

Inscriptions au 02 98 43 44 39. 📞

Interview

Un Parlement sans légitimité ?

Avec Salomé Benhamou

Comment les socialistes ont-ils abordé la question de la démocratisation du Parlement européen ? C'est autour de cette question que Salomé Benhamou a écrit « Un parlement sans légitimité ? Visions et pratiques du Parlement européen par les socialistes français de 1957 à 2008 », chez L'Harmattan.

Cap Finistère : Pourquoi avoir choisi de traiter ce sujet ?

Salomé Benhamou : Un peu par hasard. Mais, deux événements ont été déterminants. J'ai voté pour la première fois aux élections européennes de 2004 et tout de suite après s'est engagé le débat sur la ratification du traité constitutionnel européen qui s'est achevé par la victoire du non. J'ai toujours été passionnée par les questions internationales et européennes, le PS est le parti dont je me sens la plus proche et auquel j'ai depuis adhéré.

Le résultat du référendum sur le traité

constitutionnel a révélé une coupure entre les citoyens et l'Europe. J'ai donc cherché à comprendre comment le Parti Socialiste a abordé cette question de la démocratisation du Parlement européen, depuis sa création.

Cap Finistère : La position du PS a évolué au cours de l'Histoire ?

Salomé Benhamou : Tout à fait. Il y a d'abord eu la première période qui s'étend de 1957 aux années 70. Sous la IV^e République, la SFIO était très parlementariste et contre l'élection du président de la République au suffrage universel. Cela se ressent au niveau européen puisque Guy Mollet défend un Parlement européen aux pouvoirs importants.

A partir des années 70, avec l'arrivée de François Mitterrand à la tête du PS, on note une inflexion et la volonté d'un Parlement fort s'étiolent. Le PS comprend qu'il peut gagner en France avec l'aide du PC, très anti-européen. Il faut aussi se rappeler qu'à cette époque le CERES de

Jean-Pierre Chevènement représentait près de 20 % du PS. A cette époque la position de François Mitterrand était : « Le traité, rien que le traité ».

Cap Finistère : L'arrivée de la gauche au pouvoir a changé la donne ?

Salomé Benhamou : Oui, même si le PS a toujours été pour la démocratisation des institutions européennes. En 1983, François Mitterrand et le PS font clairement le choix de l'Europe.

Cap Finistère : Au sein du PSE, la position des Français est-elle écoutée ?

Salomé Benhamou : Oui, la parole du PS a du poids. Les parlementaires socialistes français défendent une conception plus cliquante au sein du PSE. Mais, après 2005, on a assisté à une prise de conscience et chacun a pu mesurer l'importance du PSE pour dépasser les enjeux nationaux. 📞



Agenda

18 avril

18 h 30 : Conseil fédéral, sur le projet 2012, au local du PS à Brest.

19 mai

17 h 00 - 22 h 00 : Vote sur le projet en sections.

20 mai

18 h 30 : Convention fédérale sur le projet, à Briec.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1212P 11428
N° 905 - Vendredi 15 avril 2011
www.ps29.org - cap-finistere@wanadoo.fr
26B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement

Réabonnement

Abonnement pour un an : 20 euros

Abonnement de soutien : à partir de 25 euros

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

En bref

Formation

L'édition 2011 de l'université permanente égalité tiendra sa première session les 14 et 15 mai, à Châteaulin. Au programme : prise de parole en public, histoire du socialisme et du féminisme, gestion des collectivités locales.

Inscriptions (dans la limite des places disponibles) au : 02 98 53 20 22

Le PS fête les 30 ans du 10 mai 1981



Il y a 30 ans, François Mitterrand remportait l'élection présidentielle avec 51,7% des suffrages, devenant ainsi le premier président socialiste de la V^e république.

Le Parti Socialiste sollicite les personnes qui possèdent des photos de cet événement et leur demande de les partager sur son site internet : www.parti-socialiste.fr

A lire

Les éditions Jean-Claude Gawsewitch viennent de publier « Sécurité : le fiasco de Sarkozy, les propositions du PS », préfacé par Martine Aubry et postfacé par Jean-Jacques Urvoas et François Rebsamen.

Depuis 2002, la droite a échoué à protéger les Français, notamment les plus fragiles, face à l'insécurité. L'une des premières missions de la gauche en 2012 sera de redonner toute sa force au droit à la sécurité, cette liberté fondamentale, pour tous. La droite a désarmé, de façon inédite, les forces de sécurité, en supprimant de nombreux postes de policiers et de gendarmes et en les privant de moyens essentiels. Des budgets en baisse face à une criminalité en hausse : les habitants des quartiers populaires et des territoires ruraux en sont les premières victimes. À l'origine de la plupart des grandes innovations récentes en matière de sécurité – îlotage, police de

proximité, adjoints de sécurité, contrats locaux de sécurité – le Parti Socialiste a décidé, en s'appuyant sur l'expérience locale de ses élus, de réagir et de proposer une nouvelle politique globale de sécurité. Une réponse globale, ferme et efficace face à une violence qui prend de nouvelles formes parfois extrêmes, dans une société malade du chômage de masse, de la ghettoïsation urbaine, de la perte des repères familiaux et la dévalorisation de nos institutions. Face au fiasco de Nicolas Sarkozy, le PS fait 22 propositions pour « respecter les droits, imposer les devoirs ».

Inauguration à huis clos

Pierre Maille, président du Conseil général, n'a pas participé à l'inauguration, par Roselyne Bachelot des jardins clos, établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à Douarnenez, le 11 avril.

Dans un communiqué, il a déploré que le Conseil général n'ait pas été associé à cette inauguration alors qu'il en est l'un des principaux financeurs, aux côtés de l'État (plus de 3 millions d'euros de subventions départementales). Dès 2005, le Département a donné son accord sur la reconstruction de 170 lits permettant l'inscription de ce projet dans le 12^e contrat de plan État-Région (2000-2006).

Le président du Conseil général s'est étonné « de la précipitation de cette inauguration à huis clos pour un projet qui date de 2000 », et a estimé que la ministre « aurait pu s'intéresser aux structures accueillant des personnes handicapées. En effet, pourquoi ne pas donner la priorité à ce qui relève de son ministère, où les insuffisances de places sont criantes et dénoncées par les familles, tant dans les Instituts médicaux éducatifs que dans les Maisons d'accueil spécialisées ».

Médiateur : Servier doit payer

A la suite de la rupture des négociations entre le gouvernement, le laboratoire Servier et les associations de victimes, le gouvernement a fini par annoncer la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes du Mediator. Après tout le temps perdu, il était temps qu'il s'engage enfin pour l'indemnisation des victimes.

« Pour autant, on ne saurait en rester là et se contenter de la proposition annoncée », a nuancé Marisol Touraine, secrétaire nationale du PS à la santé. « D'abord, tout laisse à penser qu'une partie seulement des victimes sera prise en compte et que pour celles qui le seraient le plus grand flou règne sur le montant des indemnités versées et le délai dans lequel elles le seront.

Par ailleurs, il serait inadmissible que le laboratoire Servier n'assume pas ses responsabilités directement. Compte tenu des choix qui ont été les siens au cours des dernières années, c'est ce laboratoire qui doit supporter la totalité du coût de l'indemnisation ».

Le PS demande des précisions rapides sur le financement des responsabilités de Servier.

Annonces légales & judiciaires

AMG

Société à Responsabilité Limitée
au capital de 2 000 euros
Siège social : 7, Menez Pladennou
29700 PLOMELIN

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à QUIMPER, du 28 mars 2011, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée.

Dénomination sociale : AMG.

Siège social : 7, Menez Pladennou - 29700 PLOMELIN.

Objet social : Achat, vente et location d'outillages, matériels, pièces détachées, machines outils en neuf et en occasion pour l'industrie, les travaux publics, la marine, l'automobile et les particuliers. Achat, vente et location de véhicules neufs et occasions. La vente de produits d'entretien pour l'industrie, les travaux publics, la marine, l'automobile et les particuliers. Exploitation d'un parc de loisirs terrestre et aquatique (ski nautique, wake board,...) ; initiation et enseignement des activités nautiques ; achat, vente et location de matériel nautique, service après-vente.

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

Capital social : 2 000 euros.

Gérance : Monsieur Nicolas LE MOULLEC, demeurant 7, Menez Pladennou - 29700 PLOMELIN.

Clauses relatives aux cessions de parts :
- agrément requis dans tous les cas excepté entre associés.

- agrément de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés de QUIMPER.

Pour avis,
La Gérance.